

**DELIBERATION
DE LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER**

Séance du jeudi 1^{er} février 2018

L'an deux mille dix-huit et le premier février à 19h30, le conseil municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle du Conseil, sous la Présidence de Madame TOUZARD Isabelle, Maire.

<u>Date</u> <u>de convocation :</u> 25 janvier 2018 <u>Objet :</u> Obligation de dépôt de la Déclaration Préalable à l'édification de clôture
--

Nombre des Membres

Afférents au Conseil Municipal	19
En Exercice	19
Présents	14
Qui ont pris part à la délibération	15

Présents : Mmes Isabelle TOUZARD, Laurence ROUSSEAU, Claudine MOYA-ANNE, Sylvie EMILE, Anne GIMENEZ, Françoise HASARD, Béatrice TAIONI-KLOSTER, Béatrice PONSICH.

MM. Alain VALLETTE-VIALLARD, Serge BOULET, Laurent MAYOUX, Laurent MOULIN, Romain DELOUSTAL, Jean-Paul MASSAT.

Pouvoirs : M. Gilles CHICAUD avait donné pouvoir à Mme Isabelle TOUZARD.

Secrétaire de séance : Madame Françoise HASARD.

OBLIGATION DE DEPOT DE LA DECLARATION PREALABLE A L'EDIFICATION DE CLOTURE

Les clôtures participent fortement au paysage tant rural qu'urbain, elles fixent également les limites de propriété et du domaine public. Aujourd'hui le règlement du PLU réglemente, dans son article 11, leur nature (hauteur, aspect, type de matériaux).

Cette réglementation s'applique lorsqu'un projet global est soumis à autorisation. Ainsi dans le cas d'un permis de construire d'une habitation la nature des clôtures doit respecter les dispositions du PLU mais la réalisation d'une clôture seule n'est soumise à aucune formalité.

L'article R. 421-2 g) du code de l'urbanisme prévoit que les clôtures sont, en principe, dispensées de toute formalité au titre du code de l'urbanisme.

Toutefois, des exceptions à ce principe de dispense de formalité sont prévues à l'article R. 421-12 du code de l'urbanisme, s'agissant des clôtures qui ne sont pas nécessaires à l'activité agricole ou forestière. L'édification de ces clôtures est en effet soumise à déclaration préalable, dès lors que le projet est situé dans un secteur sauvegardé, dans le champ de visibilité d'un monument historique, dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, dans un site inscrit ou un site classé, dans un secteur délimité de plan local d'urbanisme (PLU) ou **par délibération du conseil municipal** ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en PLU sur tout ou partie de la commune.

En décidant de soumettre à déclaration préalable toute édification de clôture, il sera permis au Maire de réagir dès le dépôt de la déclaration préalable de clôture.

Il vous est donc proposé de délibérer pour soumettre en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme à déclaration préalable la réalisation de toutes clôtures à l'exception de celles qui sont nécessaires à l'activité agricole ou forestière.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE**, en application de l'article R. 421-12, de soumettre l'édification des clôtures à une procédure de déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal, au regard de l'application des prescriptions du PLU.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.


La Maire,
Isabelle TOUZARD

DELIBERATION RENDUE EXECUTOIRE
Transmis à la Préfecture le 8/08/18
Publiée ou modifiée le 09/08/18
DOCUMENT CERTIFIE CONFORME
La Maire Isabelle TOUZARD